

*Rencontre des conseillers d'orientation
de la région de Québec*

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL ET ORIENTATION

par Paul Inchauspé

Québec, le 29 novembre 2000

Il y a deux manières de parler de l'importance de l'enseignement professionnel,

- celle de la nécessité de cet enseignement pour l'économie et l'emploi;
- celle de sa nécessité pour permettre la qualification de certains jeunes.

Dans la première perspective, on vous parlera des emplois à combler, de la nécessité de la relance d'un enseignement professionnel de qualité au secondaire, parce que les transformations technologiques changent la nature des métiers. Dans la deuxième perspective, on vous dira qu'un système d'éducation doit proposer des voies diverses pour que les jeunes puissent se qualifier à l'école, selon leurs besoins, leurs intérêts, leurs aptitudes et que l'enseignement professionnel est une de ces voies de diversification.

Vous vous doutez bien déjà que je vais aborder devant vous l'enseignement professionnel à partir de la deuxième perspective plutôt que de la première, puisque, en tant que conseillers d'orientation ou de spécialistes de l'information scolaire, c'est la perspective qui d'abord vous préoccupe, celle des choix d'orientation d'études des jeunes. Mais je l'aborderai aussi ainsi parce que cette perspective est très peu présente dans les discours qui font la promotion de l'enseignement professionnel. Le discours public sur l'enseignement professionnel, celui des femmes et des hommes politiques, celui du ministère, celui des dirigeants de vos commissions scolaires, est le simple écho du discours de l'emploi. C'est moins le besoin des jeunes que celui des entreprises qui est mis en relief. Et il y a au sein même des milieux scolaires une résistance à considérer l'enseignement professionnel comme une voie normale de scolarisation pour les jeunes, car n'est-il pas d'abord organisé pour les adultes?

Alors voici le sens de mon propos. Je voudrais attirer votre attention sur trois situations que vivent les jeunes d'aujourd'hui par rapport à leurs études. Et si vous prenez véritablement conscience de ces situations, vous devez vous demander si l'enseignement professionnel ne pourrait pas être, pour certains jeunes qui les vivent plus intensément, une voie de scolarisation qui correspondrait mieux à leurs besoins, à leurs attentes ou à leurs aptitudes.

Les métiers qui permettaient l'insertion professionnelle de jeunes par une formation sur le tas sont de plus en plus rares.

La nature de tous les métiers s'est transformée. Ceux qui demandaient peu de qualification sont en diminution. Dans les emplois, les codes de réalisation basés sur des tours de main qu'on peut acquérir par imitation sont remplacés par des procédures plus complexes. Il en résulte même qu'un déficit de formation de base est un handicap pour l'insertion professionnelle des jeunes.

Il y a encore 25 ans, des jeunes pouvaient quitter l'école avec une formation de base réduite et sans qualification professionnelle précise et pourtant être actifs dans des emplois et dans la société. Ces jeunes de façon générale n'aimaient pas l'école qu'ils fréquentaient. De nos jours, le nombre de ceux qui n'aiment pas l'école qu'ils fréquentent n'a probablement pas diminué, mais ils ont de moins en moins le choix de ne pas continuer à la fréquenter. Il leur faut persévérer à l'école alors que les matières enseignées ne les passionnent guère. C'est là une

réalité nouvelle pour l'école.

La justification d'études longues par les avantages qu'on en retirera plus tard dans l'emploi est un argument qui a de moins en moins, auprès des jeunes et plus particulièrement auprès des garçons, l'effet de soutien qu'il pouvait avoir antérieurement.

Pour les gens de nos générations, l'école a joué le rôle d'ascenseur social et nous avons accepté d'investir dans les études parce que nous étions assurés du retour sur cet investissement. Et si les filles réussissent mieux à l'école que les garçons, c'est aussi parce qu'elles ont encore conscience que l'indépendance économique par rapport à l'homme peut leur être assurée par des études leur ouvrant l'accès à des emplois bien rémunérés.

La relation entre la réussite des études et l'emploi futur est un argument qui, au Québec, a toujours eu moins de prise sur les garçons, car ne leur a-t-on pas assez dit qu'avec l'esprit d'entreprise et le courage, et aussi l'astuce, il était toujours possible de réussir professionnellement et même de s'enrichir? Il ne suffit pas que nous, adultes, ayons raison pour que les jeunes soient convaincus que nous avons raison et surtout pour qu'ils trouvent dans ces raisons des motifs assez forts pour les aider à persévérer dans des études de plus en plus longues.

D'autant plus que leur situation est bien différente de celle qui était la nôtre. La prolongation des études qui est désormais leur lot fait que le retour sur l'investissement est de plus en plus différé. Comment faire accepter cela à des jeunes que l'environnement social et économique conduit à être des consommateurs qui recherchent la satisfaction immédiate et le retour rapide sur l'investissement?

Autrefois, un professeur enseignait à des élèves sélectionnés acquis aux normes d'une culture scolaire dont l'appropriation pouvait les promouvoir socialement. Aujourd'hui, le même professeur peut être conduit à enseigner à des élèves étrangers par leur vécu familial aux normes de l'école et vivant le temps scolaire comme une contrainte sans contrepartie. C'est pourquoi **c'est à l'école même, dans l'activité d'étudier elle-même, que les jeunes doivent trouver la motivation intrinsèque pour étudier, sinon nous ne réussirons pas à les aider à pratiquer les études plus longues que nous leur imposons.** Une de ces voies ne peut-elle être celle de l'enseignement professionnel, dans la mesure où elle n'aboutit pas à un cul-de-sac et que la poursuite d'études ultérieures demeure toujours possible?

La société et l'école tiennent de moins en moins compte des effets du développement physique des jeunes à la pré adolescence et à l'adolescence.

Il faut distinguer la puberté de l'adolescence. La puberté est une étape de développement de la personnalité dans laquelle les transformations du corps et la maturation physiologique et sexuelle jouent un rôle important dans la construction de l'identité du jeune. C'est une étape obligée de son développement. L'adolescence, elle, est un phénomène social et culturel. C'est l'allongement du temps écoulé entre la maturation physiologique et l'insertion socioprofessionnelle qui, par suite de l'obligation scolaire, crée le phénomène de l'adolescence. Dans les sociétés traditionnelles, il n'y a pas d'adolescence. À la maturation physiologique correspond l'insertion dans le travail et pour certaines d'entre elles l'enfance elle-même est un

réservoir de force productive. Dans les sociétés traditionnelles, l'adolescence est un privilège social de quelques-uns, de ceux qui font des études. Leur énergie physique est investie dans le travail intellectuel. Ils y voient un avantage social et les emplois auxquels ils se destinent vont requérir peu d'investissement physique.

Or, cette situation, comme situation d'ensemble, est profondément changée. Ce qui était le destin de quelques-uns devient celui de tous. **L'allongement de la scolarité produit un phénomène nouveau, celui de l'adolescence de masse.** C'est un phénomène que l'on occulte et dont l'école tarde à tirer les conséquences. Des générations entières de jeunes vont désormais ressentir leur métamorphose corporelle, prendre conscience de leurs capacités et, si nous n'y prenons garde, parce qu'ils sont à l'école, ils ne trouveront pas les lieux où ils pourraient utiliser et libérer leur énergie pour en faire du social ou du culturel. Et cette situation n'est pas près de changer. Les progrès technologiques exigent des apprentissages plus longs, car, dans nos sociétés, ce n'est plus le corps et l'énergie physique qui fournissent dans les métiers l'essentiel de l'énergie. Notre société valorise et se construit autour de l'intelligence et du diplôme associés de plus en plus à l'écran de l'ordinateur et au monde virtuel.

Une telle distorsion entre l'énergie physique, la vitalité ressentie et le manque d'occasions qui permettraient de les canaliser produit, et en plus grande quantité qu'antérieurement, des phénomènes observables dans les comportements des jeunes. Pour certains, la violence devient une forme d'adaptation : faute de canalisation, l'énergie explose dans tous les sens. Pour d'autres, la réaction à une situation qui privilégie l'immobilité se trouve dans la fugue, ou l'instabilité, ou les impulsions agressives. Pour d'autres encore, cette réaction prend la forme de l'auto violence, celle de l'angoisse — on est plein de vitalité, on a une conscience aiguë du monde et pourtant on est convié à ne rien faire – ou celle de la passivité, moyen d'adaptation à un monde sans idéal et sans défi. C'est cette même passivité qui est vécue dans ces classes mornes d'adolescents qui s'ennuient. Or, l'ennui est toujours le signe d'une énergie inemployée.

Ai-je besoin d'ajouter que cette situation de distorsion d'énergie inemployée est vécue plus intensément par les garçons dont les transformations physiques se déroulent sur fond de production de testostérone?

Si l'on a bien compris ces trois difficultés propres aux jeunes de nos jours, on voit bien que l'école doit se transformer pour pouvoir assurer leur succès scolaire et que l'on ne peut pas se contenter de leur répéter, comme un mantra, la nécessité de l'école pour réussir dans la vie. Je voudrais simplement nommer deux de ces transformations et m'attarder un peu plus sur la troisième :

- la pratique généralisée de pédagogies qui suscitent l'activité de l'élève;
- la pratique généralisée d'une école *milieu de vie* pour les adolescents: si l'école québécoise sait assez bien créer une école *milieu de vie* au primaire, beaucoup reste à faire au niveau du secondaire;
- la mise en œuvre de réajustements structurels au secondaire.

La réforme du curriculum a proposé trois réajustements structurels susceptibles de transformer l'économie générale de l'organisation des études au secondaire. Ces dispositions tardent à se mettre en place, mais plus grave, personne n'en parle. On se concentre sur les *compétences* et l'on engage des débats stériles de spécialistes sur cette notion, alors que les dispositions de nature structurelle sont aptes à changer significativement les choses sur le front de la lutte pour la réussite scolaire des jeunes.

Je rappelle ici ces trois dispositions :

- considérer le premier cycle du secondaire non comme le début d'un long cycle de cinq ans, celui qui conduit au terme du secondaire au Diplôme d'études secondaires, mais considérer ce premier cycle du secondaire comme la fin d'un long cycle de 9 ans, celui de la formation de base;
- assurer une plus grande diversification des parcours au deuxième cycle du secondaire;
- considérer la formation professionnelle comme une voie normale de scolarisation et donc assurer sa présence au deuxième cycle du secondaire et même au premier cycle pour les métiers semi spécialisés.

Ces dispositions ébranlent le socle des principes actuels d'organisation du secondaire. Je n'ai pas le temps de vous dire ici les raisons qui ont conduit à bâtir le socle du système actuel et les raisons qui poussent à le remplacer par celui qui est proposé par la réforme. Je voudrais simplement vous faire entrevoir les changements qui en résulteraient pour la réussite des élèves s'ils étaient mis en application.

Actuellement, dans beaucoup d'écoles secondaires, le premier cycle se déroule selon le rythme du *long fleuve tranquille* : l'échéance du DES est lointaine. Au terme du secondaire 111, on se réveille, il faut préparer l'entrée au cégep, et c'est alors, pour beaucoup trop, la catastrophe! Pensez-vous que considérer un tel cycle comme la conclusion du long cycle de la formation de base et se dire que, relativement à la maîtrise de ces compétences de base, l'école n'a pas seulement, au terme de ce cycle, une responsabilité de moyen, mais aussi de résultat, pensez-vous que cela ne puisse être de nature à susciter davantage la mobilisation des enseignants et des élèves pour atteindre un tel but? Ne pensez-vous pas que c'est d'abord dans ce cycle que doivent intervenir les préoccupations de l'école «orientante», surtout pour ceux qui ont des difficultés scolaires ou qui aiment moins l'école?

Et quelle destination propose-t-on aux élèves des *cheminements particuliers* (quelle dénomination horrible!)? Je connais au moins deux écoles secondaires qui ont décidé d'appeler cette section d'enseignement *préprofessionnel*. Et dans une de ces écoles, les 2/3 d'une telle cohorte de plus de 90 élèves ont été acceptés ce printemps aux centres de formation professionnelle de sa région. Pendant ce temps, ailleurs, parce que l'on n'a pas développé suffisamment l'enseignement professionnel, ou parce qu'on ne pense pas que cet enseignement soit une forme légitime de scolarisation, on continue à pousser des jeunes ayant des difficultés scolaires vers la formation générale à l'éducation des adultes. Je connais une commission scolaire dont 80 % de l'effectif des élèves de l'éducation des adultes est constitué de jeunes de 16 à 18 ans inscrits en formation générale. Dans quatre autres commissions scolaires, ce sont 50 % des élèves

des centres d'éducation des adultes qui sont des jeunes de 16 à 18 ans, eux aussi inscrits en formation générale. N'y a-t-il pas là un certain détournement de système? Mais plus grave encore, en agissant ainsi on place presque inéluctablement ces jeunes sur la route de l'échec. Ils abandonnent en grand nombre et très rapidement leurs études de formation générale. On les retrouve quelques années plus tard sur les mêmes bancs d'école dans les programmes de formation commandités par la sécurité du revenu ou la sécurité de l'emploi! Ne pensez-vous pas que l'enseignement professionnel aurait pu être une alternative intéressante pour certains de ces jeunes?

Conclusion

Le problème est celui de la revalorisation de l'enseignement professionnel. On dit souvent que les jeunes ne choisissent pas l'enseignement professionnel parce que les parents ne le valorisent pas, mais l'école elle-même, et vous-même, le valorisez-vous? le considérez-vous comme une voie normale de scolarisation? et prend-on des dispositions pour qu'il en soit réellement ainsi?

Pendant 30 ans, j'ai vu, dans deux collèges dont plus de 70 % des étudiants et des étudiantes étaient inscrits à l'enseignement technique, le rôle que peut jouer, comme voie normale de scolarisation, un enseignement du type de formation professionnelle. J'ai vu qu'il pouvait servir :

- pour certains jeunes, d'étape qui leur permettait ensuite de continuer des études universitaires : 20 % des diplômés de la filière technique s'inscrivent au terme de leurs études à une université;
- pour beaucoup d'entre eux, de réponse au goût qu'ils avaient pour des apprentissages plus pratiques;

J'ai vu aussi ce que l'existence d'une filière technologique verticale entre deux ordres d'enseignement, celle qui existe entre certains programmes techniques du collégial et les programmes de l'ÉTS, a pu produire, quant à la valorisation auprès de la population, de l'enseignement technique comme voie normale de scolarisation.

Ne peut-il en être aussi ainsi au secondaire?